

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

n°2023/03/25

Département du Pas-de-Calais
Arrondissement d'Arras
Canton d'Arras Nord

Date de convocation L'an deux mil vingt trois
17 mars 2023 le LUNDI 27 mars 2023 à 18 Heures 00
le CONSEIL MUNICIPAL, légalement convoqué, s'est réuni en Mairie, en séance publique, sous la
Date d'affichage présidence de Monsieur Alain CAYET, Maire.
17 mars 2023

Nombre de conseillers **Etaient présents :**
Exercice : 26 M. Alain CAYET – M. Guy BRAS – Mme Marie-Antoinette DESHORTIES –
Présents : 21 M. Jean-Pierre CHARTREZ – Mme Anne-Caroline RATAJCZAK – M. Stéphane FOURNIER –
Votants : 22 Mme Ghislaine VALENTE— M. Marc SERRA - Mme Sophie LOPEZ – M. Fouad AJARRAY – M.
Yves RAOULT- Mme Micheline LAURENT - M. Philippe LEFEBVRE- Mme Martine
DUQUESNOY- M. Patrick BRUGUET — Mme Astrid SAVARY – Mme Corinne DOLLE — M.
Jean-Claude NOEL- M. Thierry IMBERT — Mme Sandrine SERGEANT - M. Olivier QUIGNON.

Excusés :
Mme Yveline LOURDEL qui donne procuration à Mme Micheline LAURENT
Mme Chantal DECOCQ
Mme Audrey TISON
M. Hubert CHIVET
Mme Christelle LEBAS

AU Secrétaire de séance :
Mme Ghislaine VALENTE

Objet : Compétence « maîtrise des eaux pluviales et de ruissellement ou lutte contre l'érosion des sols »-Délégation de compétence des communes membres au profit de la Communauté Urbaine d'Arras

Monsieur le Maire expose :

Mesdames, Messieurs,

L'aménagement des territoires et les pratiques agricoles contribuent par temps de pluie à la production de ruissellements susceptibles de générer des phénomènes d'érosion des sols agricoles, ce qui se traduit par des coulées de boue en milieu rural. En plus d'une dégradation des voiries, des habitations et des réseaux, ces phénomènes portent atteinte à la qualité des cours d'eau et à l'équilibre des zones humides. Le dérèglement climatique va contribuer à augmenter la fréquence et l'intensité de ces événements.

Si une quinzaine de communes du territoire sont touchées directement et de façon récurrente par des coulées de boues, toutes les communes sont concernées de par la solidarité amont-aval et peuvent contribuer à la lutte contre ce phénomène.

Bien que compétentes, les communes rurales se trouvent souvent démunies du point de vue technique et financier face à cette problématique dont la gestion dépasse généralement leur périmètre d'action.

La Communauté Urbaine n'est pas compétente en matière de maîtrise des eaux pluviales et de ruissellement ou de lutte contre l'érosion des sols. Cependant, elle peut accompagner les communes membres techniquement et pour partie financièrement dans le cadre d'une convention de délégation de compétence.

L'objectif prioritaire étant de mener une étude environnementale en vue de l'élaboration de plans communaux d'aménagements d'hydraulique douce (PCAHD), l'objet de la convention à intervenir en ce sens entre la CUA et les communes membres sera limité à la réalisation d'études.

Pour respecter le périmètre cohérent d'analyse du phénomène et prendre en compte les disparités territoriales dans la connaissance et l'analyse du risque, la convention sera déclinée pour chacun des périmètres suivants :

- Vallée du Cojeul (15) : Boiry-Sainte-Rictrude, Boiry-Saint-Martin, Boisieux-au-Mont, Boisieux-Saint-Marc, Boiry-Becquerelle, Boyelles, Ficheux, Guémappe, Hénin-sur-Cojeul, Héninel, Mercatel, Monchy-le-Preux, Neuville-Vitasse, Saint-Martin-sur-Cojeul et Wancourt ;
- Vallée de la Scarpe amont (26) : Acq, Achicourt, Agny, Anzin-Saint-Aubin, Arras, Athies, Basseux, Beaumetz-les-Loges, Beaurains, Dainville, Ecurie, Etrun, Fampoux, Feuchy, Maroeuil, Mont-Saint-Eloi, Neuville-Saint-Vaast, Ransart, Rivière Roclincourt, Roeux, Saint-Nicolas, Saint-Laurent-Blangy, Sainte-Catherine, Tilloy-les-Mofflaines et Wailly ;
- Autres communes (5) : Thélus, Farbus, Willerval, Bailleul-Sire-Berthoult et Gavrelle.

VU l'arrêté préfectoral du 22 septembre 2017 relatif aux compétences de la Communauté urbaine d'Arras en matière de gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GeMAPI) ;

VU l'article L. 211-7 du Code de l'Environnement notamment le paragraphe 1bis qui limite les compétences obligatoires GeMAPI aux alinéas 1, 2, 5 et 8 du même article ;

VU l'article L. 211-7 du Code de l'Environnement, alinéa 4 relatif à la compétence « maîtrise des eaux pluviales et de ruissellement ou la lutte contre l'érosion des sols » qui, à défaut de transfert, reste de la compétence des communes ;

VU l'article L. 1111-8 du Code Général des Collectivités Territoriales autorisant une collectivité territoriale à déléguer à un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre tout ou partie d'une compétence dont elle est attributaire ;

VU l'article R. 1111-1 du Code Général des Collectivités Territoriales qui définit les modalités de mise en oeuvre et les éléments à préciser dans la convention de délégation de compétence à établir entre l'établissement public de coopération intercommunale et les communes ;

CONSIDERANT la nécessité de procéder à des études sur l'aléa ruissellement et coulées de boue pour permettre à terme la mise en oeuvre de plans d'actions visant la réduction de la vulnérabilité du territoire et par conséquent la réduction des dégâts matériels et environnementaux engendrés par ces phénomènes ;

CONSIDERANT que le périmètre cohérent pour la réalisation de ces études dépasse les limites administratives communales des seules communes touchées de façon récurrente par les phénomènes de ruissellement et de coulées de boue ;

CONSIDERANT que les communes non affectées par le phénomène peuvent contribuer directement ou indirectement à l'aléa, mais peuvent également participer à la réduction du risque dans un esprit de solidarité amont-aval ;

Il est proposé aux communes membres de conclure avec la Communauté Urbaine d'Arras une convention de délégation d'une partie de la compétence « maîtrise des eaux pluviales et de ruissellement ou lutte contre l'érosion des sols », pour la réalisation d'études environnementales en vue de l'élaboration d'un programme d'actions et d'aménagements pour lutter contre les coulées de boue.

Cette convention sera conclue pour une durée de quatre (4) ans. Aux termes de cette convention et déduction faite des éventuelles subventions à percevoir, la Communauté Urbaine d'Arras prendra en charge 50 % du coût € TTC de l'ensemble des études à réaliser, les 50 % restants étant répartis également entre les 46 communes délégantes, quel que soit leur périmètre hydrographique.

Il est ici précisé qu'à ce jour, le reste à charge pour chacune des communes est évalué à un montant maximum de 1 200 €. Si ce montant venait à être dépassé, il conviendrait alors de conclure un avenant entre la Communauté Urbaine d'Arras et chacune des communes membres afin d'actualiser les dispositions financières de ladite convention.

La compétence déléguée sera exercée par la Communauté Urbaine au nom et pour le compte des communes délégantes. L'étude sera déclinée en fonction des besoins et spécificités des bassins versants.

Compte tenu de ce qui précède, il vous est demandé de bien vouloir :

- ACCEPTER que la Communauté urbaine d'Arras assure, par délégation des 46 communes membres, une partie de la compétence définie à l'alinéa 4 de l'article L. 211-7 du Code de l'Environnement, à savoir « la maîtrise des eaux pluviales et de ruissellement ou la lutte contre l'érosion des sols », et limitée dans le temps à la réalisation d'études environnementales en vue de l'élaboration d'un programme d'actions et d'aménagements pour lutter contre les coulées de boue ;

- AUTORISER Monsieur le Maire ou son représentant à signer avec la Communauté Urbaine d'Arras la convention de délégation de compétence à intervenir en ce sens, limitée pour quatre ans à la réalisation des études dont il s'agit, ladite convention – annexée à la présente délibération – prévoyant que déduction faite des éventuelles subventions à percevoir, la Communauté Urbaine d'Arras prendra en charge 50 % du coût € TTC de l'ensemble des études à réaliser, les 50 % restants étant répartis également entre les 46 communes délégantes, quel que soit leur périmètre hydrographique ;

- AUTORISER Monsieur le Maire ou son représentant à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Après délibération, le Conseil Municipal valide, à l'unanimité, les propositions de Monsieur le Maire.

Certifié exécutoire
Transmis en préfecture
Saint Nicolas Lez Arras,
Le 28 mars 2023

Le Maire,



Alain CAYET.

